

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Grenoble, le 11/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/08/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LELY ENVIRONNEMENT

135 Rue Vaucanson
38340 Voreppe

Références : 2025 - Is152-3SD
Code AIOT : 0006103167

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/08/2025 dans l'établissement LELY ENVIRONNEMENT implanté lieu-dit L'Echaillon 38210 Saint-Quentin-sur-Isère. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 22 août a eu lieu suite à une plainte dénonçant "l'épandage et le broyage de matériaux contenant de l'amiante à l'aide d'engins mécaniques" sur le site. Le plaignant indique également "qu'aucune mesure de protection ne semble être mise en place, alors que d'importantes quantités de poussières sont dispersées par les engins et par le vent. De plus, aucune pulvérisation d'eau n'est réalisée afin de limiter la remise en suspension des particules".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LELY ENVIRONNEMENT

- lieu-dit L'Echaillon 38210 Saint-Quentin-sur-Isère
- Code AIOT : 0006103167
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société LELY ENVIRONNEMENT exploite sur la commune de Saint-Quentin-sur-Isère une installation de stockage de déchets non dangereux. Le site compte également une plateforme mâchefers, une plateforme de compostage et une plateforme de recyclage de bois ainsi qu'un centre de tri mis en activité en 2023.

Les activités sont régies par plusieurs arrêtés préfectoraux dont l'arrêté préfectoral d'autorisation (AP) n° DDPP-IC-2017-12-19 du 19 décembre 2017, et les arrêtés préfectoraux complémentaires (APC) n° DDPP-IC-2019-04-17 du 17 avril 2019 (agrandissement de la plateforme bois) et n° DDPP-DREAL UD38-2023-02-17 du 16 février 2023 (centre de tri).

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déchets admissibles	Arrêté Préfectoral du 19/12/2017, article 8.1	Demande d'action corrective	3 mois
2	Recouvrement	Arrêté Préfectoral du 19/12/2017, article 8.8	Demande d'action corrective	7 jours
3	Rapport d'incident	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R512-69	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 22 août 2025 a permis d'établir que la plainte déposée, dénonçant un épandage et un broyage de matériaux amiantés sans mesure de protection, trouvait en réalité son origine dans la découverte fortuite d'un massif de déchets contenant de l'amiante. Ce massif a été mis au jour le 18 août 2025 lors de travaux de terrassement préparatoires à l'aménagement d'un futur casier. Contrairement à ce que pouvait laisser supposer la plainte, aucune activité illicite n'a été constatée. L'exploitant a déclaré avoir pris immédiatement des mesures pour sécuriser la zone (arrosage, port des EPI et recouvrement des déchets). Bien que ces actions aient permis de limiter les risques, l'absence de déclaration préalable de cet incident à l'Inspection des installations classées constitue un manquement aux obligations réglementaires.

Sur la zone actuellement autorisée à enfouir des déchets de construction contenant de l'amiante, il a été constaté que des déchets, réceptionnés sous forme de big bags, étaient entreposés provisoirement (plusieurs semaines) avant d'être transférés vers un autre centre de traitement, ce qui relève d'une activité de transit non autorisée (rubrique 2718). Cette activité devra soit cesser,

soit être régularisée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déchets admissibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2017, article 8.1
Thème(s) : Autre, Déchets
Prescription contrôlée : L'admission de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante est autorisée dans un casier dédié comprenant deux alvéoles exploitées successivement.
Constats : L'Inspection constate que l'installation reçoit des déchets de construction contenant de l'amiante. Les déchets présents sur site le jour de la visite sont contenus dans des big bags (environ 15 big bags). L'exploitant indique que ceux-ci, réceptionnés au cours de la semaine écoulée, ne sont pas destinés à être enfouis sur site mais seront expédiés sur un autre centre de traitement ou d'enfouissement. Cette activité de transit relève de la rubrique 2718 de la nomenclature des installations classées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le site de LELY ENVIRONNEMENT n'est pas autorisée au titre de la rubrique 2718. L'exploitant doit donc déposer un porter à connaissance pour régulariser cette activité ou bien cesser l'activité de transit de déchets construction contenant de l'amiante.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Recouvrement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2017, article 8.8
Thème(s) : Autre, Déchets
Prescription contrôlée : Les déchets de construction contenant de l'amiante, stockés dans les alvéoles dédiées sont recouverts avant toute opération de régilage à la fin de chaque jour de réception par des matériaux ou des déchets inertes de granulométrie adaptée à la prévention de toute dégradation de leur conditionnement. L'épaisseur de recouvrement est supérieure à 20 centimètres.
Constats : Le jour de la visite, l'Inspection constate que les déchets d'amiante présents sur le site le sont depuis environ une semaine d'après l'exploitant. Les big bags présents depuis le début de la semaine ne sont pas recouverts de matériaux inertes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit s'assurer que tous les déchets de construction contenant de l'amiante destinés à l'enfouissement soient recouverts de matériaux inertes à la fin de chaque journée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 7 jours

N° 3 : Rapport d'incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Incident
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, au niveau des travaux de préparation d'un futur casier, l'Inspection a constaté la présence de petits morceaux de déchets de construction contenant de l'amiante (type fibrociment). Suite à cette découverte, l'exploitant déclare que lors des travaux de mise à niveau du futur casier, un ancien casier amiante a été découvert le lundi 18 août. La présence de celui-ci était prévisible d'après d'anciens plans, mais son étendue serait plus importante que prévu. L'exploitant indique que lorsque les déchets d'amiante ont été découverts en début de semaine, il a été décidé de procéder au recouvrement des déchets découverts le plus rapidement possible. Par ailleurs, un arrosage à l'aide du camion pompier du site a été mis en œuvre d'après l'exploitant. Le camion est présent à proximité de la zone. La finalisation du recouvrement a eu lieu lors de la matinée du vendredi 22 août.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection rappelle à l'exploitant que tout incident de nature à porter atteinte aux intérêts protégés mentionnés à l'article L. 511-1 doit être déclaré à l'Inspection des installations classées.</p> <p>En complément des informations transmises par courriel le 22 août 2025, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées un rapport d'incident détaillé.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois